



COMPTE RENDU DU COMITÉ TECHNIQUE LOCAL RÉUNION DU 14 OCTOBRE 2021

Nous avons lu notre déclaration liminaire (cf pièce jointe) où nous avons réaffirmé notre rejet total du NRP, le soi-disant nouveau réseau de proximité.

Le Directeur a répondu que ce nouveau réseau était en fait une réponse aux besoins des usagers !

À l'ordre du jour :

- Présentation des réorganisations de services liées au nouveau réseau de proximité pour 2022 (pour avis)
- Fusion des SPF de VANNES et fusion des SPF de LORIENT en 2022 (pour avis)
- Fusion des secteurs d'assiette du SIP d'AURAY (pour avis)
- Recrutement d'apprentis pour l'année scolaire 2021/2022
- Expérimentation du projet foncier innovant
- Résultats de l'observatoire interne 2020

➔ Présentation des réorganisations de services liées au nouveau réseau de proximité pour 2022- NRP

Un chantier énorme avec de nombreuses opérations qui vont chambouler le quotidien de très nombreux agents.

Le programme pour 2022 :

- Transfert de l'activité hospitalière de Vannes Municipale à Ploërmel
- Suppression de la trésorerie de Mauron
- Mise en place de 3 nouveaux CDL et création des SGC de Pontivy et Lorient
- Création du SDIF à Ploërmel
- Suppression de la trésorerie de Questembert
- Déménagement de la trésorerie de Lorient Hôpital à Hennebont
- Transfert du SIP de Ploërmel à Pontivy
- Transfert du SIP de Ploërmel à Vannes
- Transfert du SIE de Pontivy à Lorient
- Transfert des activités de la trésorerie d'Hennebont vers le SGC de Lorient
- Transformation de la trésorerie de Ploërmel en trésorerie hospitalière

Un SDIF départemental sur **Ploërmel** avec une trésorerie hospitalière mais plus de SIP ni de SIE !

Sur **Pontivy**, un SIE supprimé et le SIP qui récupère les missions du SIP de Ploërmel et qui, en plus, devra assurer temporairement l'accueil des particuliers à Ploërmel ! Les missions foncières avaient été transférées sur Ploërmel.

Nous l'avons déjà dit, à travers nos **nombreuses mobilisations intersyndicales** dans tout le département depuis plus de 2 ans : ce NRP est une aberration et les Espaces France Services ne compenseront pas la destruction de notre réseau.

Ces nouveaux services industrialisés et notamment les SGC constituent de nouveaux réservoirs à suppressions d'emplois !

Les conditions de travail des agents vont encore s'aggraver. Mais de cela, la Direction ne veut pas en parler.

Elle a quand même daigné inviter le **médecin de prévention** qui est intervenu pour alerter sur le risque routier notamment.

L'inspectrice santé et sécurité au travail a également été sollicitée mais très tardivement. Il a été « impossible d'approfondir l'analyse par des prises de contact, des visites ou des demandes complémentaires » !

Elle dénonce également le manque d'information sur les aspects immobiliers et mobiliers, aucun plan n'ayant été fourni. Elle alerte également, comme la CGT l'a redit en séance, sur les très fortes charges qui vont peser sur les agents de la division BIL et aussi les collègues de l'informatique.

Il faudra être également très attentif aux troubles psychosociaux engendrés par ces réorganisations.

Nous avons rappelé que les « services accueillants » sont également impactés.

Il ne faudra pas hésiter à contacter **vos représentants CGT** dès la mise en place des nouveaux services (ou avant) sur tous ces aspects afin qu'ils soient rapidement discutés en CHSCT et CTL.

Vous pourrez également faire appel aux acteurs de prévention : médecin du travail, assistante de prévention, assistante sociale.

Au cours des débats, le Directeur a beaucoup insisté sur les nombreux départs à la retraite qui donnent de la marge de manœuvre (80 départs en 2021).

Les agents hésitants avaient jusque fin septembre pour prendre leur décision mais d'après la division du Personnel 98 % d'entre eux avaient fait leur choix au printemps, donc, pour beaucoup de collègues qui ne suivent pas la mission, il faudra apprendre un nouveau métier.

Il y aura possibilité de revenir sur son choix d'affectation au mouvement du 1/9/2022 pour les collègues impactés puisque la position au 1^{er} janvier 2022 est une affectation provisoire.

A noter également, pour les agents qui changent de mission, la possibilité de toucher une prime (l'IAM) d'accompagnement à la reconversion.

La CGT avec l'ensemble des organisations syndicales a voté contre ces « opérations NRP ».

→ **Fusion des SPF de Vannes et fusion des SPF de Lorient en 2022**

Cette fusion est pilotée au niveau national. 85 directions sont concernées dont le Morbihan. Selon le document de travail, elle doit permettre « une meilleure harmonisation des méthodes de travail et une mutualisation des savoir-faire ».

Une des conditions de cette fusion est **l'harmonisation des délais de publication**. Les EDR publicité foncière vont continuer à être mis à contribution et la brigade nationale interviendra, mais à distance et sur les actes les plus simples. Les collègues à jour sont, au nom de l'entraide, amenés à travailler pour les autres SPF, en laissant se dégrader leur délai de publication, ce qui a été très mal vécu au départ.

Le fort dynamisme du marché immobilier en ce moment ne rend pas la tâche facile et les difficultés sont aussi liées aux suppressions d'emplois des années précédentes.

À **Vannes**, la fusion est prévue le **10 mars 2022** et à **Lorient**, le **9 mai 2022** (2 SPF à Vannes et 3 SPF à Lorient sont concernés).

2 sites existeront donc dans le Morbihan, ce qui n'était pas du tout sûr au vu des discussions qui avaient eu lieu dans les précédents CTL.

La Direction ne sait pas quand les notaires auront accès au fichier immobilier dans le Morbihan. Les collègues redoutent de nombreux appels des notaires car ce ne sera pas aussi simple qu'il y paraît.

La CGT avec l'ensemble des organisations syndicales (Solidaires, CFDT et FO) a voté **contre** ces fusions de SPF. Ce sont des créations d'emplois qu'il faut dans ces services !

→ **Fusion des secteurs d'assiette du SIP d'Auray**

Selon le document de travail de la Direction, suite aux mouvements de mutation et aux réductions d'effectifs, les 2 secteurs actuels ne pouvaient plus être maintenus en l'état. L'objectif est notamment l'abandon progressif des répartitions géographiques par agent. Cette fusion s'appliquera au 1^{er} janvier 2022.

Dans le cadre du NRP, le SIP disparaîtrait. A la place une antenne du SIP de Lorient serait installée !

La CGT avec l'ensemble des organisations syndicales (Solidaires, CFDT et FO) a voté **contre** cette fusion.

→ **Expérimentation du projet foncier innovant**

Ou quand la DGFIP fait appel à **Google** !

Éthiquement, c'est très contestable à tout le moins quand on connaît le comportement fiscal de cette société et de la façon dont elle traite les « données ».

Elle veut recourir à l'intelligence artificielle pour valoriser les données foncières. Le Morbihan est **département expérimentateur** et va commencer par s'attaquer aux piscines non déclarées par l'exploitation de photos aériennes.

L'objectif est déjà connu : supprimer des emplois dans la sphère cadastrale.

Ce qu'il faut, ce sont des emplois supplémentaires de géomètres qui ont le savoir-faire et la technicité !

➔ **Recrutement d'apprentis pour l'année scolaire 2021/2022**

En 2021, la DDFiP du Morbihan offre 4 postes d'apprentissage. Les fiches de candidatures ont été adressées aux IUT et aux lycées.

A ce jour, un apprenti a intégré le SIE de Vannes le 10 octobre. Un maître de stage doit être désigné au sein du service...

➔ **Résultats de l'observatoire interne 2020**

De moins en moins de participants : 247 agents dans le Morbihan en 2020 contre 417 en 2019. Pas surprenant, vu que la DGFIP ne prend absolument pas en compte le malaise et le mal-être des agents.

Le pessimisme et la démotivation restent à un niveau élevé !

Les points qui ont fait l'objet d'un vote contre à l'unanimité sont représentés au 2nd CTL du 21 octobre 2021.

CTL du 21 octobre 2021 (2nde convocation)

Vos représentants ont de nouveau voté contre les points rejetés lors de la 1ère convocation.

Un nouveau CTL, convoqué en 2022, sera chargé de présenter les opérations pour 2023 avec notamment la question de l'avenir du site d'Auray.

La CGT est prête à poursuivre la mobilisation !

Vos élus CGT en CTL :

Christophe RISSEL

Albane GUILLOU